

## Annexe

## Sous-commission paritaire pour le commerce du métal

## Convention collective de travail du 6 mars 1989

Modification de la convention collective de travail du 7 mars 1985, fixant une cotisation exceptionnelle au « Fonds social des entreprises commerciales du secteur connexe aux constructions métallique, mécanique et électrique »

Article 1<sup>er</sup>. L'article 3 de la convention collective de travail du 7 mars 1985, conclue au sein de la Commission paritaire des secteurs connexes aux constructions métallique, mécanique et électrique, fixant une cotisation exceptionnelle au « Fonds social des entreprises commerciales du secteur connexe aux constructions métallique, mécanique et électrique », rendue obligatoire par arrêté royal du 3 juin 1985, modifié par la convention collective de travail du 15 octobre 1987, rendue obligatoire par arrêté royal du 15 juillet 1988, est complété comme suit :

« Néanmoins, durant la période du 1<sup>er</sup> octobre 1987 au 30 septembre 1991, cette cotisation exceptionnelle est fixée à 1 p.c. des salaires bruts non plafonnés des ouvriers et ouvrières.

Cette cotisation exceptionnelle est fixée, à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1991, à 0,75 p.c. des salaires bruts non plafonnés des ouvriers et ouvrières. »

Art. 2. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989 et est valable pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1989.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

## Bijlage

## Paritair Subcomité voor de metaalhandel

## Collectieve arbeidsovereenkomst van 6 maart 1989

Wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 maart 1985, tot vaststelling van een buitengewone bijdrage aan het « Sociaal Fonds voor de handelsondernemingen uit de sector die aan de metaal-, machine- en elektrische bouw verwant is »

Artikel 1. Artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 7 maart 1985, gesloten in het Paritair Comité voor de sectoren die aan de metaal-, machine- en elektrische bouw verwant zijn, tot vaststelling van een buitengewone bijdrage aan het « Sociaal Fonds voor de handelsondernemingen uit de sector die aan de metaal-, machine- en elektrische bouw verwant is », algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 3 juni 1985, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 oktober 1987, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 15 juli 1988, wordt als volgt aangevuld :

« Nochtans wordt, gedurende de periode van 1 oktober 1987 tot 30 september 1991, deze buitengewone bijdrage bepaald op 1 pct van de onbegrensde brutolonen van de werklieden en werksters

Deze buitengewone bijdrage wordt vanaf 1 oktober 1991 vastgesteld op 0,75 pct. van de onbegrensde brutolonen van de werklieden en werksters. »

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1989 en geldt voor een onbepaalde tijd.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van drie maanden, wordt betekend bij een ter post aangekonde brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 september 1989.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 2054

24 AOUT 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit pour certaines catégories de jeunes de 13 à 25 ans pendant l'année scolaire 1989-1990

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement tel que modifié par l'arrêté de l'Exécutif du 31 mars 1988, et par l'arrêté de l'Exécutif du 8 novembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 17 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957, notamment l'article 11;

Vu la loi du 29 mai 1959, modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement telle qu'elle a été modifiée;

Vu la loi du 22 juin 1964 fixant le statut du personnel de l'enseignement de l'Etat;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 4, § 2;

Vu la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par des travailleurs salariés, modifié par l'arrêté royal n° 482 du 22 décembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1957 portant règlement général des études dans l'enseignement technique secondaire;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985 et du 1er juin 1987;

Vu l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 visant à instaurer un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et visant à une diminution temporaire de cotisations patronales de sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1987 fixant le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté royal du 20 novembre 1987 portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit pour certaines catégories de jeunes de 18 à 25 ans pendant l'année scolaire 1987-1988 modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 1988;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1989 portant organisation d'un enseignement scolaire expérimental à horaire réduit;

Vu la concertation qui a réuni le 1er juillet 1987 les délégués des pouvoirs organisateurs en vertu de l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'accord de M. le Ministre de l'Emploi et du Travail;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que les mesures d'exécution de l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 visant à instaurer un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et visant à une diminution temporaire des cotisations patronales de la sécurité sociale dues dans le chef de ces jeunes doivent être prolongées sans délai en vue de leur application dès le début de l'année scolaire 1989-1990;

Vu le protocole portant la conclusion des négociations menées le 25 juillet 1989 au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu la délibération de l'Exécutif en date du 6 juillet 1989;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions,

Arrêtons :

#### CHAPITRE Ier. — *But et structure*

Article 1er. Les dispositions du chapitre Ier de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 juin 1989 portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit sont, à l'exception de l'article 1er, § 2, et de l'article 3, § 1er, b, et § 2, d'application pour certaines catégories de jeunes de 18 à 25 ans dans les conditions précisées dans le présent arrêté.

Pour ces catégories de jeunes de 18 à 25 ans cet enseignement est également organisé au niveau de l'enseignement technique secondaire supérieur.

Il comporte la préparation à l'exercice d'une profession et éventuellement la formation générale, y compris la formation sociale et personnelle. Il ne peut être dispensé que pendant les heures et jours d'ouverture des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 2. Pour l'organisation de la préparation à l'exercice d'une profession dans l'enseignement visé à l'article 1er, les centres à horaire réduit peuvent faire appel à des cours de promotion sociale existants même d'un autre réseau, y compris les cours de langues. Il ne peut être dispensé que pendant les heures et jours d'ouverture des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice.

#### CHAPITRE II. — *Admission, inscription et sanction des études*

Art. 3. Les dispositions du chapitre II de l'arrêté précité portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit sont, à l'exception de l'article 5, de l'article 7, § 2, et de l'article 8, §§ 3 et 4, d'application aux jeunes visés à l'article 1er du présent arrêté.

Art. 4. Seuls les élèves âgés de 18 à 25 ans et qui ont conclu une convention emploi-formation ou un contrat d'apprentissage industriel, peuvent être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement expérimental à horaire réduit dans une formation professionnelle correspondant avec la convention.

Nul ne peut être inscrit comme élève régulier dans une formation à un niveau et une forme d'enseignement pour laquelle il est déjà en possession d'un certificat de qualification.

Art. 5. Peuvent être admis comme élèves réguliers dans l'enseignement secondaire technique, qui peut être organisé uniquement au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, les jeunes qui ont terminé avec fruit une sixième année de l'enseignement secondaire.

Art. 6. Les dispositions de l'article 9 de l'arrêté portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit, sont applicables également aux épreuves de l'enseignement technique pour les élèves visés à l'article 5 du présent arrêté.

#### CHAPITRE III. — *Normes de création et organisation des cours*

Art. 7. Les dispositions du chapitre III de l'arrêté précité portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit sont, à l'exception de l'article 10, §§ 3 et 4, d'application pour les jeunes visés à l'article 1er du présent arrêté.

L'article 12 du même arrêté n'est d'application que pour l'enseignement à horaire réduit prévu à son article 1er.

Art. 8. § 1er. Pour obtenir la norme de création de douze élèves réguliers, telle que fixée à l'article 10, § 1er, de l'arrêté précité, sont uniquement pris en considération les jeunes soumis à l'obligation scolaire.

§ 2. Si les centres d'enseignement à horaire réduit font appel à :

a) des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, même d'un autre réseau, ces élèves ne sont pas pris en considération dans ces établissements d'enseignement coopérants pour la fixation du nombre de périodes-professeur calculé conformément à la réglementation en vigueur :

b) des cours de promotion sociale, même d'un autre réseau, ces élèves sont pris en considération pour la fixation du nombre d'élèves et du nombre de périodes-professeur, calculé conformément à la réglementation en vigueur, dans ces établissements d'enseignement coopérants et non dans le centre d'enseignement à horaire réduit où ils sont inscrits.

Art. 9. Dans les centres prévus à l'article 2 de l'arrêté précité portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit, mais non ouverts pour les élèves en obligation scolaire au 1er octobre de l'année scolaire en cours, un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit peut être organisé si au moins douze élèves visés à l'article 1er du présent arrêté sont régulièrement inscrits à cette date.

## CHAPITRE IV

**Art. 10. § 1er.** Les dispositions des chapitres IV, V et VI de l'arrêté susmentionné portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit sont, à l'exception de l'article 19, § 2, et de l'article 21, § 2, d'application aux membres du personnel, aux crédits et allocations de fonctionnement destinés à la formation de jeunes mentionnés à l'article 1er du présent arrêté.

§ 2. Le personnel enseignant des centres visés à l'article 9 et des formations données exclusivement aux jeunes visés à l'article 4 est composé :

1° de membres du personnel temporairement affectés ou rappelés à l'activité de service dans un centre d'enseignement à horaire réduit pour autant qu'aucune réaffectation ne soit possible conformément à la réglementation en cette matière. Il s'agit parmi le personnel défini à l'article 17 de l'arrêté précité du personnel, soit partiellement surnuméraire, soit mis en disponibilité par défaut d'emploi;

2° à défaut de membres du personnel dans le 1°, de membres temporaires du personnel stipulé à l'article 17 du susdit arrêté.

**Art. 11.** A chaque centre d'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit où sont inscrits des jeunes visés à l'article 4 du présent arrêté, une charge de coordination peut être attribuée comme suit :

1° une charge à mi-temps si au moins 6 de ces jeunes sont régulièrement inscrits;

2° une charge complète si au moins 12 de ces jeunes sont régulièrement inscrits.

Une charge de coordination complète comprend 36 heures de prestations par semaine. Sans préjudice de l'alinéa précédent, les dispositions de l'article 10, § 2, sont applicables aux membres du personnel chargés de la coordination.

## CHAPITRE V. — Dispositions finales

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989 et cessera d'être en vigueur le 31 août 1990.

**Art. 13.** Toutes dispositions contraires sont abrogées.

**Art. 14.** Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 août 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP.

N. 89 — 2054

24 AUGUSTUS 1989. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor bepaalde categorieën : jongeren van 18 tot 25 jaar tijdens het schooljaar 1989-1990

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve d.d. 31 maart 1988 en 8 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 17 januari 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1957, inzonderheid artikel 11;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving zoals ze gewijzigd werd;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inzonderheid artikel 4, § 2;

Gelet op de wet van 10 juli 1983 op het leerlingenwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst, gewijzigd bij koninklijk besluit nr. 482 van 22 december 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1957 houdende algemene regeling van de studies in het secundair technisch onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever, verschuldigd in hoofde van deze jongeren;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 1987 houdende inrichting van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor sommige categorieën jongeren van 18 tot 25 jaar gedurende het schooljaar 1987-1988, gewijzigd bij koninklijk besluit van 20 september 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 5 juni 1989 houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het overleg d.d. 1 juli 1987 onder de afgevaardigden van de inrichtende machten, krachtens artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op het akkoord van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Overwegende dat de geldigheidsduur van de uitvoeringsmaatregelen van het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor de jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van deze jongeren onverwijld moet verlengd worden om ze vanaf het begin van het schooljaar 1989-1990 te kunnen toepassen;

Gelet op het protocol met de besluiten van de onderhandeling d.d. 25 juli 1989 in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juli 1989;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort,

Besluiten :

#### HOOFDSTUK I. — Doel en structuur

**Artikel 1.** De bepalingen van hoofdstuk I van het besluit van de Executieve d.d. 5 juni 1989 houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan zijn van toepassing voor sommige categorieën jongeren van 18 tot 25 jaar onder de voorwaarden die in dit besluit werden gepreciseerd, met uitzondering van artikel 1, § 2, en artikel 3, § 1, b, en § 2.

Voor deze categorieën jongeren van 18 tot 25 jaar wordt dit onderwijs eveneens georganiseerd op het hoger secundair technisch niveau.

Het omvat de beroepsvoorbereiding en eventueel de algemene vorming, met inbegrip van de sociale en persoonlijkheidsvorming. Het kan enkel worden verstrekt gedurende de uren en de dagen waarop secundair onderwijs met volledig leerplan wordt verstrekt.

**Art. 2.** Voor de organisatie van de beroepsvoorbereiding in het onderwijs bedoeld in artikel 1 kunnen de centra voor onderwijs met beperkt leerplan een beroep doen op bestaande leerangen voor sociale promotie, desgevallend van een ander net, met inbegrip van de taalleergangen. Het kan enkel worden verstrekt gedurende de uren en dagen waarop secundair onderwijs met volledig leerplan wordt verstrekt.

#### HOOFDSTUK II. — Toelating, inschrijving en bedracting van de studies

**Art. 3.** De bepalingen van hoofdstuk II van voormeld besluit zijn van toepassing op de jongeren bedoeld in artikel 1 van dit besluit, met uitzondering van de artikelen 5, 7, § 2, en 8, § 3 en § 4.

**Art. 4.** Alleen leerlingen van 18 tot 25 jaar die een overeenkomst tewerkstelling, opleiding of een industriële leerovereenkomst hebben gesloten, kunnen in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan als regelmatige leerling worden ingeschreven in een met de overeenkomst verwante beroepsopleiding. Niemand kan voor een opleiding als regelmatige leerling worden ingeschreven op een niveau en in een onderwijsvorm waarvan hij reeds een kwalificatiegetuigschrift bezit.

**Art. 5.** Tot het secundair technisch onderwijs, dat enkel op het hoger secundair niveau kan worden ingericht, kunnen als regelmatige leerlingen worden toegelaten de jongeren die een zesde leerjaar van het secundair onderwijs met vrucht hebben beëindigd.

**Art. 6.** De bepalingen van artikel 9 van voormeld besluit zijn eveneens van toepassing op de examens van het technisch onderwijs voor de leerlingen bedoeld in artikel 5 van dit besluit.

#### HOOFDSTUK III. — Oprichtingsnormen en organisatie van de lessen

**Art. 7.** De bepalingen van hoofdstuk III van voormeld besluit zijn van toepassing op de jongeren bedoeld in artikel 1 van dit besluit, met uitzondering van artikel 10, § 3 en § 4. Artikel 12 van hetzelfde besluit is slechts van toepassing op het onderwijs bedoeld in zijn artikel 1.

**Art. 8. § 1.** Voor het bereiken van de in artikel 10, § 1, van voormeld besluit gestelde oprichtingsnorm van 12 regelmatige leerlingen komen enkel de leerplichtige in aanmerking.

§ 2. Indien de centra voor onderwijs met beperkt leerplan een beroep doen op :

a) secundaire scholen met volledig leerplan, desgevallend van een ander net, dan worden deze leerlingen in die meewerkende onderwijsinstelling niet in aanmerking genomen voor de vaststelling van het aantal uren/leerkracht, berekend overeenkomstig de vigerende reglementering;

b) leergangen voor sociale promotie, desgevallend van een ander net, dan worden deze leerlingen in aanmerking genomen in die meewerkende onderwijsinstellingen voor de vaststelling van het aantal leerlingen alsook van het aantal uren/leerkracht, berekend overeenkomstig de vigerende reglementering, en niet in het centrum voor onderwijs met beperkt leerplan waar zij zijn ingeschreven.

**Art. 9.** In de centra bedoeld in artikel 2 van voormeld besluit, maar niet geopend voor leerplichtige leerlingen op 1 oktober van het lopend schooljaar, kan experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan georganiseerd worden als op die datum ten minste 12 leerlingen, bedoeld in artikel 1 van dit besluit, regelmatig ingeschreven zijn.

#### HOOFDSTUK IV

**Art. 10. § 1.** De bepalingen van de hoofdstukken IV, V en VI van voormeld besluit zijn van toepassing op de personeelsleden, kredieten en werkingstoelagen bestemd voor de opleiding van de jongeren bedoeld in artikel 1 van dit besluit, met uitzondering van de artikelen 19, § 2, en 21, § 2.

§ 2. Het onderwijzend personeel van de in artikel 9 bedoelde centra en van de opleidingen die uitsluitend aan de in artikel 4 bedoelde jongeren verstrekt worden, bestaat uit :

1. personeelsleden die tijdelijk aangesteld of opnieuw in actieve dienst geroepen zijn in een centrum voor onderwijs met beperkt leerplan, mits geen reffectatie mogelijk is overeenkomstig de vigerende reglementering. Het gaat, onder de personeelsleden bedoeld in artikel 17 van voormeld besluit, om de personeelsleden die gedeeltelijk boventallig zijn of ter beschikking gesteld zijn wegens ontstentenis van betrekking;

2. bij gebrek aan sub 1) bedoelde personeelsleden, uit tijdelijke leden van het personeel bedoeld in artikel 17 van voormeld besluit.

**Art. 11.** Aan ieder centrum voor experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan waar jongeren bedoeld in artikel 1 van dit besluit zijn ingeschreven, wordt de volgende coördinatieopdracht toegekend :

- een halftijdse opdracht indien ten minste 6 van die jongeren regelmatig ingeschreven zijn;
- een voltijdse opdracht indien ten minste 12 van die jongeren regelmatig ingeschreven zijn.

Een volledige coördinatieopdracht omvat 38 uur prestaties per week. Onderminderd de toepassing van voorgaand lid gelden de bepalingen van artikel 10, § 2, voor de met de coördinatie belaste personeelsleden.

## HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989 en houdt op van kracht te zijn op 31 augustus 1990.

**Art. 13.** Alle andersluidende bepalingen worden opgeheven.

**Art. 14.** De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 augustus 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

## AUTRES ARRÊTÉS

## MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

**Organisation professionnelle  
Conseils d'entreprises. — Fonctionnaire commissionné**

Par arrêté ministériel du 11 octobre 1989 le nom de Mme Cooreman, Chantal, est ajouté à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 2 avril 1980 portant désignation des fonctionnaires chargés de surveiller l'exécution des réglementations concernant les informations à fournir aux conseils d'entreprises.

Cet arrêté sort ses effets le 1<sup>er</sup> août 1989.

## ANDERE BESLUITEN

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

**Bedrijfsorganisatie  
Ondernemingsraden. — Aanstelling van ambtenaren**

Bij ministerieel besluit van 11 oktober 1989 wordt de naam van Mevr. Cooreman, Chantal, toegevoegd aan artikel 1 van het ministerieel besluit van 2 april 1980 tot aanwijzing van de ambtenaren belast met het toezicht op de uitvoering van de reglementeringen betreffende de inlichtingen te verstrekken aan de ondernemingsraden.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus 1989.

## « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

**« Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs »  
A.R.G.O. Service Guidance. — Nomination**

Par décision de 29 mai 1989 du « Centrale Raad van de A.R.G.O. », M. De Soete, Marc, est nommé directeur des centres P.M.S. de l'Etat, à la date du 13 avril 1989.

## MINISTERIE VAN ONDERWIJS

**Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs  
A.R.G.O. Dienst P.M.S. Begeleiding. — Benoeming**

Bij beslissing van 29 mei 1989 van de Centrale Raad van de A.R.G.O., wordt de heer De Soete, Marc, benoemd tot directeur bij de Rijks-P.M.S.-centra, op datum van 13 april 1989.

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**Ordre judiciaire**

Par arrêté royal du 16 octobre 1989 la peine disciplinaire de la révocation est infligée à M. Ponet, J., premier avocat général près la cour du travail d'Anvers.

Par arrêtés royaux du 19 octobre 1989, sont nommés :

— greffier à la justice de paix du premier canton de Bruxelles, Mme Van Camp, M., commis-greffier principal à la justice de paix de ce canton;

— secrétaire adjoint au parquet de la cour d'appel d'Anvers, M. Cornelis, C., commis-secrétaire principal au parquet de cette cour.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

**Rechterlijke Orde**

Bij koninklijk besluit van 16 oktober 1989 is aan de heer Ponet, J., eerste advocaat-generaal bij het arbeidshof te Antwerpen, de tuchtstraf van afzetting opgelegd.

Bij koninklijke besluiten van 19 oktober 1989, zijn benoemd tot — griffier bij het vrederecht van het eerste kanton Brussel, Mevr. Van Camp, M., eerstaanwezend klerk-griffier bij het vrederecht van dit kanton;

— adjunct-secretaris bij het parket van het hof van beroep te Antwerpen, de heer Cornelis, C., eerstaanwezend klerk-secretaris bij het parket van dit hof.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

**Personnel**

Par arrêté royal du 5 octobre 1989, Mlle Magotte, Isabelle, inspecteur général, est affectée à la direction générale de la protection civile, services centraux.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN  
EN OPENBAAR AMBT

**Personeel**

Bij koninklijk besluit van 5 oktober 1989, wordt Mej. Magotte, Isabelle, inspecteur-generaal, aangewezen voor de algemene directie van de civiele bescherming, centrale diensten